



L'ÉCOLE NUMÉRIQUE, UN PROJET POLITIQUE

Un nouvel outil à la recherche de nouveaux objectifs

Un vent nouveau souffle depuis peu en Wallonie sur les initiatives des pouvoirs publics et des institutions d'enseignement en faveur d'une meilleure utilisation des technologies numériques à l'école. Via le site interactif www.ecolenumerique.be, les enseignants du fondamental et du secondaire de la Communauté française et de la Communauté germanophone ont été invités à s'exprimer ces derniers mois sur les scénarios éducatifs qu'ils souhaitent mettre en place dans les années à venir au sein de leur classe, en exploitant les ressources offertes par les technologies numériques.

A

UNE PROCÉDURE DE CONSULTATION EN AMONT

Lancée à l'initiative des gouvernements régionaux et communautaires entre la mi-août et la mi-octobre de cette année, cette consultation en ligne constituait la première phase d'un dispositif en cours, dont l'objectif est de mener à l'élaboration d'un nouveau plan TIC pour l'éducation en juin 2012. Cette première phase a été suivie par un appel à projets, au terme duquel 28 projets lauréats, parmi les 175 projets déposés, ont été proclamés lors du colloque consacré à la place des TIC dans l'éducation, en novembre de cette année. Les lauréats bénéficient ainsi de 450.000 euros d'investissement de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Communauté germanophone pour expérimenter leur projet de janvier 2012 à juin 2013. Le nouveau plan TIC pour l'éducation sera ensuite élaboré sur base de ces expérimentations de terrain en cours.

Ce dispositif s'inscrit notamment dans le cadre du Master Plan TIC du programme Creative Wallonia, qui accorde une priorité élevée au renouvellement du système éducatif afin qu'il soit en phase avec l'évolution des TIC.

Il s'inscrit également à la fois en continuité et en rupture avec les plans "Cyberécoles" (1998-2004) et "Cyberclasses" (2005-2012). Tout en valorisant les acquis de ces plans, ce nouveau dispositif entend moins centrer le futur plan sur l'équipement des écoles que sur la stimulation des usages des technologies numériques dans les pratiques pédagogiques, ainsi que dans l'éducation des jeunes à une utilisation créative et responsable des TIC. Aussi, est-il déjà entendu que le futur plan s'appuie sur trois piliers complémentaires: les TIC comme auxiliaires dans le processus d'apprentissage, les TIC comme objet d'étude en soi, les TIC comme support à la communauté éducative.

Si l'intégration des TIC au service de l'éducation n'est donc pas un chantier nouveau, la consultation, en primeur, du monde enseignant pour déterminer les projets les plus adéquats à la construction d'une école numérique de demain est, quant à elle, une

démarche innovante. En effet, le timing prévoit que les pistes concrètes à privilégier en termes d'équipement, de formation et d'accompagnement ne seront déterminées qu'au terme de cette consultation, sur base des scénarios pédagogiques validés par les enseignants.

Cette démarche participative est en phase avec les recommandations tirées des bonnes pratiques étrangères, qui soulignent l'importance de l'implication active des enseignants dans le renouvellement du système éducatif à l'heure du numérique. Elle témoigne d'une réelle volonté d'innover en la matière.

B

DES RÉSULTATS INSTRUCTIFS

D'ailleurs, cette consultation a rencontré un vif succès auprès des enseignants de tous les niveaux confondus. 96 propositions ont été déposées sur le site en deux mois de temps, et pas moins de 793 personnes ont contribué au débat : « Dessinons ensemble l'école numérique de demain ». Cette large participation prouve que cette consultation répond à de réels préoccupations chez les enseignants et témoigne de leur motivation à travailler, avec leurs élèves, à la mise en place d'une école en phase avec son temps.

Les résultats de cette enquête participative donne quelques indicateurs intéressants sur les types de projets éducatifs que les enseignants ont déjà – ou souhaitent – expérimenter avec les TIC.

Sur les 96 propositions déposées, 83 d'entre elles concernent des matières uniques tandis que seules 13 d'entre elles possèdent une composante transdisciplinaire. Les disciplines sur lesquelles portent les propositions les plus nombreuses sont le français, suivi des langues et des mathématiques. Au niveau des ressources nécessaires, 69% des projets affirment devoir disposer de matériels – dont notamment d'ordinateurs, de tableaux blancs interactifs (TBI) et de tablettes numériques, et 21% d'entre eux de logiciels PC et Mac. En

revanche, la nécessité de disposer de ressources en termes humain ou en termes de formation n'est citée que dans une très faible majorité des cas – respectivement 3 et 2%. En ce qui concerne le type d'usages pédagogiques des TIC, on constate une variété d'usages possibles. Néanmoins les TIC au service de l'enseignement (tutoriels, exercices) et de la production de documents multimédia apparaissent comme les usages les plus fréquents ; ils concernent respectivement près d'un tiers et un quart des cas.

Par ailleurs, sur les 96 propositions, 83 projets, tels qu'ils sont décrits dans l'enquête, sont susceptibles d'être concrètement réalisables sur le terrain. Le réalisme de ces propositions témoigne sans doute de leur ancrage dans l'expérience de terrain. Toutefois, si nombreuses propositions apparaissent donc déjà bien ficelées, force est de constater que les dimensions liées à l'évaluation du projet et aux compétences à mobiliser par les apprenants sont, en revanche, peu formalisées.

C

DES CONSTATS INQUIÉTANTS

La volonté de mettre en œuvre un nouveau plan TIC pour l'éducation est notamment issu d'une réflexion menée par un groupe de travail mis en place en 2010 par la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone. Ce groupe de travail intergouvernemental a donné lieu à une série de propositions, qui constituera sans nul doute une base de travail non négligeable pour le nouveau plan TIC pour l'éducation en cours d'élaboration. Ces propositions sont notamment appuyées sur une évaluation des aspects positifs et négatifs de l'expérience des cyberclasses. Parmi les principaux problèmes soulevés dans cette évaluation, il y a notamment les surcoûts liés à l'aménagement et à la sécurisation des cyberclasses, l'intégration de celles-ci dans l'organisation scolaire quotidienne, le manque de formation des enseignants. Ces difficultés expliquent pourquoi, sur les 3352 cyberclasses prévues à l'échéance 2012, seulement 573 sont

opérationnelles en mars 2011 et 159 en cours d'installation à ce moment.

Le groupe de travail s'est également inspiré des conclusions de l'enquête de l'Agence wallonne des télécommunications (AWT) "Usages des TIC dans l'éducation en Wallonie", publié conjointement avec le Baromètre TIC 2010. Les constats dressés par cette enquête sont inquiétants: malgré le déploiement en cours du projet Cyberclasses, la Wallonie, avec 8.5 ordinateurs pour 100 étudiants dans l'enseignement de plein exercice en 2009, accuse un retard significatif par rapport à la moyenne européenne, qui se situait dès 2006 à 11.4. Ce retard est particulièrement marqué par rapport à la Flandre puisque le rapport "Monitoring ICT in het Vlaamse Onderwijs", publié par la Région flamande en mars 2010, indique que celle-ci dispose de 34 ordinateurs pour 100 élèves dans le secondaire et 16 pour 100 élèves dans le primaire.

D

UNE ORIENTATION PROSPECTIVE

Sur base de cette évaluation, les propositions pour le nouveau plan TIC pour l'éducation se veulent résolument prospectives. Il entend mettre au premier plan la question des usages des TIC dans l'école et traiter les problèmes d'équipement en fonction d'une réflexion prospective sur les usages. Avec la généralisation du téléphone portable, l'engouement pour les réseaux sociaux et plus récemment pour les tablettes numériques, les usages des TIC par les jeunes sont en évolution constante. Si ces propositions s'inscrivent en partie dans la continuité des plans précédents, leur nouveauté est bien de prendre en compte cette réalité changeante, en se focalisant explicitement sur les enjeux émergents liés aux usages des TIC. Les propositions s'articulent autour de trois axes stratégiques :

- Implémenter davantage l'usage des TIC dans l'approche pédagogique tout au long du cursus éducatif, ceci afin d'augmenter le niveau de compétences global des étudiants et de dynamiser les

apprentissages par des outils et des approches plus en phase avec la réalité des jeunes et l'évolution de la société.

- Créer les conditions pour que le système éducatif tire profit de la société numérique en soutenant l'épanouissement des jeunes et en développant leur créativité, leur esprit critique et leur capacité d'analyse, de manière à ce qu'ils dépassent le stade de la simple consommation des TIC.
- Améliorer et moderniser le fonctionnement de la communauté éducative par une mise à disposition d'outils TIC adéquats, via notamment la création d'un centre de ressources "Pédago-TIC", qui animera des réseaux d'échanges d'outils et de bonnes pratiques transversales au sein des différents niveaux d'enseignement et des différentes disciplines.

Ce plan, pour lequel un budget de 635000 € est prévu, vise concrètement à doter les écoles de tous les niveaux d'équipements en phase avec l'évolution technologique – ordinateurs, mais aussi tableaux numériques interactifs, tablettes numériques, espaces numériques de travail, etc. – ainsi que de connexions internet performantes, mais aussi à former simultanément aux TIC et à leurs usages pédagogiques les (futurs) enseignants, les membres du personnel des centres PMS et le personnel d'encadrement.

À l'heure où les technologies numériques sont financièrement, matériellement et intuitivement à la portée de la majorité des jeunes, ce plan ambitieux intègre donc une recommandation centrale issue des retours d'expériences en Belgique et à l'étranger, formulée dans le cadre du groupe de travail intergouvernemental: l'importance de la mise en œuvre d'une action globale de développement des usages des TIC à l'école. Comme le soulignent effectivement les conclusions de ce groupe de travail, "cette politique ne peut se limiter à la fourniture d'équipement, mais doit aussi englober la formation des élèves, des enseignants et le support à la diffusion et à l'adoption des nouveaux usages intégrant les TIC". En cela, le nouveau plan TIC au service de l'éducation apporte une plus-value par rapport aux plans

précédents. Il reste maintenant à savoir s'il parviendra à faire rattraper le retard de la Wallonie en la matière et à développer des écoles numériques de pointe pour les élèves et les enseignants.

Les développements ultérieurs de ce projet diront s'il contribue à résoudre certains maux chroniques dont souffre l'enseignement francophone, notamment l'échec scolaire et les inégalités sociales.

Périne BROTCORNE

Gérard VALENDUC

à partir d'un article paru dans la Lettre EMERIT n° 67

- AWT, Usages des TIC dans l'éducation en Wallonie, 2010.
- Denis B., « Comment nos enseignants envisagent-ils l'école numérique du XXI siècle », synthèse de l'enquête participative présentée lors du colloque utilisation des TIC dans l'enseignement, 18 novembre 2011, http://www.ecolenumerique.be/qa/wp-content/uploads/2011/10/Conf_CRIFA.pdf
- Groupe de travail intergouvernemental, Développer les compétences numériques en Wallonie – Propositions pour l'école numérique de demain, 2011.
- Clarebout G., Van Braak J., Elen J., Monitoring ICT in het Vlaamse Onderwijs, UGent / KULeuven, 2010.



AVEC LE SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
WALLONIE - BRUXELLES